

Un ou des Occidents : les divergences occidentales

Georges-Henri Soutou *

Pour comprendre les débats actuels autour de la notion d'Occident, il convient de garder à l'esprit les différentes interprétations dont elle a pu faire l'objet. Référence culturelle et système de valeurs, l'Occident est aussi pour certains un projet politique, incarné par l'Alliance atlantique pendant la guerre froide. Le renforcement ou, plus probablement, la restructuration des liens entre les États-Unis et l'Union européenne peuvent lui permettre de continuer à se développer, mais il pourrait également ne pas survivre à l'évolution d'un système international à la fois mondialisé et multipolaire.

*** Georges-Henri Soutou**

est membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), professeur émérite à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV) et président de l'Association des internationalistes.

Si l'expression d'Occident est en français plus précise que le très vague terme *West* des Anglo-Saxons, elle recouvre des représentations diverses et parfois contradictoires. Elle évoque le plus souvent une communauté historique et culturelle regroupant l'Europe et les deux Amériques – l'« Occident chrétien », a-t-on dit à une certaine époque. Cette communauté peut rester à ce niveau de définition assez abstrait ou au contraire informer un projet politique, souvent qualifié d'« atlantisme » depuis la guerre froide. Se dessine ainsi un débat majeur entre les « atlantistes » et les partisans d'une Europe organisée, « Europe des États » (Charles de Gaulle) ou Europe fédérale (Robert Schuman) collaborant certes avec les États-Unis et partageant avec eux les valeurs « occidentales » mais sans former un ensemble politique, stratégique et économique transatlantique.

Le mot Occident a en outre renvoyé dans le passé à la notion d'une « civilisation » appelée, par son dynamisme et ses valeurs « de progrès », à devenir celle de toute l'humanité, prenant la place des civilisations « moins avancées ». De façon moins triomphaliste, on évoque désormais les « valeurs occidentales », c'est-à-dire les valeurs démocratiques, l'État de droit, l'économie de

marché, etc. À ce niveau d'abstraction, le substrat historique et culturel de la notion de civilisation occidentale disparaît largement. Et tous les pays épousant la démocratie libérale ont vocation à faire partie de cet « Occident ». Le Japon a été le premier à être ainsi considéré comme faisant partie de ce cercle, dont beaucoup ont pensé qu'il allait se confondre avec le monde entier à la fin de la guerre froide. Le *West* anglo-saxon correspond de nos jours largement à cette vision, dont le problème est qu'elle confond l'occidental et l'universel, dans une forme d'impérialisme culturel inconscient.

Un peu d'histoire

Pendant la première moitié du XIX^e siècle dominant les notions d'Europe, de « système » ou de « concert » européen et de « civilisation européenne ». Le christianisme, l'histoire, la culture avec ses racines classiques et un système politique et social certes non uniforme mais en voie de convergence, confèrent à cette « Europe » – qui si on lui agrège les deux Amériques correspond en fait à notre « Occident », même si le mot n'est pas utilisé – un minimum de cohérence et de spécificité

par rapport aux autres régions du monde, dont on perçoit de mieux en mieux depuis la fin du XVII^e siècle l'originalité culturelle par rapport au Vieux Continent¹.

La montée des empires européens dans le dernier tiers du XIX^e siècle jusqu'en 1914 favorise l'effacement de cette perception d'une spécificité européenne au profit du concept de civilisation à prétention plus ou moins consciemment universelle, mais en fait euro-centrée, à laquelle les autres régions du monde sont invitées à se rallier. L'affirmation de l'universalité et de la primauté des valeurs européennes et occidentales correspond à un messianisme qui ne semble pas avoir encore disparu.

1919-1941 : fractures occidentales

La catastrophe de la Première Guerre mondiale fait apparaître un nouveau courant : l'atlantisme. L'Allemagne agressive et la Russie bolchévique sortent, aux yeux des Alliés, de la « civilisation », tandis que les États-Unis, à partir de 1917, passent au premier plan de ce que les conseillers de Georges Clemenceau appellent déjà entre eux une « alliance atlantique » entre les trois grandes démocraties libérales – États-Unis, Grande-Bretagne, France. Tandis que l'influent cercle gravitant autour de la revue anglaise *Round Table* pense déjà établir une union des peuples de langue anglaise – autre variante de l'atlantisme et de l'occidentalisme, qualifiée aujourd'hui par certains Anglo-Saxons d'*Anglosphere*.

Cette tendance se brise toutefois dès 1919 : les Anglais, et surtout les Français, échouent à former une sorte de club occidental des vainqueurs avec les États-Unis, tandis que le messianisme wilsonien repose certes sur des valeurs démocratiques et libérales « occidentales » à l'origine, mais qui sont pour lui universelles et, au fond, détachées d'une Europe à ses yeux corrompue. Ce n'est pas l'Occident que les États-Unis veulent illustrer et propager, c'est l'*American way of life*. Henri Massis, écrivain et critique proche de Charles Maurras et de la *Revue universelle* fondée par Jacques Bainville pour



© AFP / INP

À Vienne, le 5 mai 1948, des communistes autrichiens manifestent contre le plan Marshall proposé à l'ensemble des pays européens par les États-Unis en juin 1947. L'acceptation de l'aide américaine par seize pays « occidentaux » et le refus de l'URSS accélérera la coupure de l'Europe en deux.

défendre ces idées, peut bien exalter la notion de civilisation occidentale face au bolchévisme de l'Est – première apparition notable en France du concept d'Occident dans son livre de 1927 *La Défense de l'Occident* –, ce courant reste très limité en France et pas du tout suivi ailleurs, en particulier en Allemagne où Oswald Spengler a publié en 1919 *Le Déclin de l'Occident*, constat de la décadence d'une civilisation occidentale dépourvue de vrai moteur spirituel.

L'évolution internationale des années 1920 et 1930 voit tout le contraire d'une montée de l'Occident. Les États-Unis s'enferment dans ce que l'on appelle à tort l'isolationnisme et qui est en fait un unilatéralisme politique et économique rigoureux. Les Européens réagissent dès les accords de Locarno en 1925 en réorganisant leurs relations. En 1930, le « Plan européen » du ministre français des Affaires étrangères Aristide Briand, considéré comme le premier projet moderne de construction européenne, a aussi pour but de permettre aux Européens de se défendre contre la puissance économique croissante des États-Unis. La crise des années 1930, partie du krach de Wall Street, développe un véritable anti-américanisme.

¹ Georges-Henri Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, PUF, Paris, 2007

L'URSS condamne le capitalisme impérialiste de l'Occident, ce qui lui permet jusqu'aux années 1980 de justifier son combat à la fois contre le libéralisme, le colonialisme et toutes les manifestations sociales et culturelles du mode de vie occidental

La condamnation du monde « ploutocratique » anglo-saxon est tout aussi radicale de la part de l'Allemagne hitlérienne qui poursuit aussi, à côté de l'antisémitisme, de l'anti-slavisme et de l'anticommunisme, une politique résolument anticapitaliste, antilibérale et anti-américaine. C'est très consciemment qu'Hitler veut opposer un grand espace euro-africain au mondialisme américain². Cet axe anti-américain et « européen » trouve fréquemment de l'écho dans les pays occupés³. Les résistances européennes non communistes, à cause du très mauvais souvenir laissé par la crise de 1929 et par l'isolationnisme américain, sont elles aussi souvent, en tout cas jusqu'en 1944, très hostiles aux États-Unis.

De la Seconde Guerre mondiale à la guerre froide : Occident et atlantisme

Si la charte de l'Atlantique d'août 1941 paraît fonder l'atlantisme, Franklin D. Roosevelt demeure un mondialiste réaliste qui s'intéresse à la Russie et surtout à la Chine bien plus qu'à l'Europe, tandis que Winston Churchill associe à l'entente anglo-américaine le Commonwealth et non l'Europe. Le premier projet américain prévoit en 1945 une cogestion des affaires mondiales par Washington, Moscou, Pékin et, dans une moindre mesure, par Londres à travers les grandes organisations internationales – Organisation des Nations Unies, Fonds monétaire international. Il ne s'agit ni d'« Occident », ni d'atlantisme.

La guerre froide et la menace soviétique donnèrent pour la première fois tout son sens à la notion d'Occident – à partir de 1947 avec le plan Marshall, destiné à redresser l'économie européenne pour empêcher la victoire du communisme sur le continent, puis l'Alliance atlantique en 1949 avec le développement de son organisation intégrée – l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – à partir de 1951, ainsi que l'apparition de toute une série d'organisations

publiques et privées transatlantiques. Ces liens divers, le développement d'un considérable appareil militaire occidental sous direction américaine, le fait que le Pacte atlantique proclame dans son préambule la volonté de « sauvegarder la liberté », l'« héritage commun » et la « civilisation » de ses membres, « fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit », concourent à la mise en place d'un vrai projet « atlantiste ».

Avec des hauts et des bas, celui-ci se maintient jusqu'à la fin de la guerre froide. Les Américains et, en général, les Britanniques le considèrent comme le seul réaliste face à l'URSS et au communisme. Washington envisage tout au plus la possibilité d'un « pilier européen » au sein de l'Alliance atlantique – le « grand dessein » de John F. Kennedy en 1962 –, mais la direction de celle-ci doit demeurer entre les mains américaines. Les Européens, dans l'ensemble, s'en satisfont. Les États-Unis ayant aidé de façon décisive à la reconstruction de l'Europe occidentale et ayant assuré sa sécurité, il semble plus acceptable que le centre de gravité de l'Europe se retrouve à Washington plutôt qu'à Paris ou au sein d'un tandem Paris-Bonn⁴.

Les projets européens en contrepoint

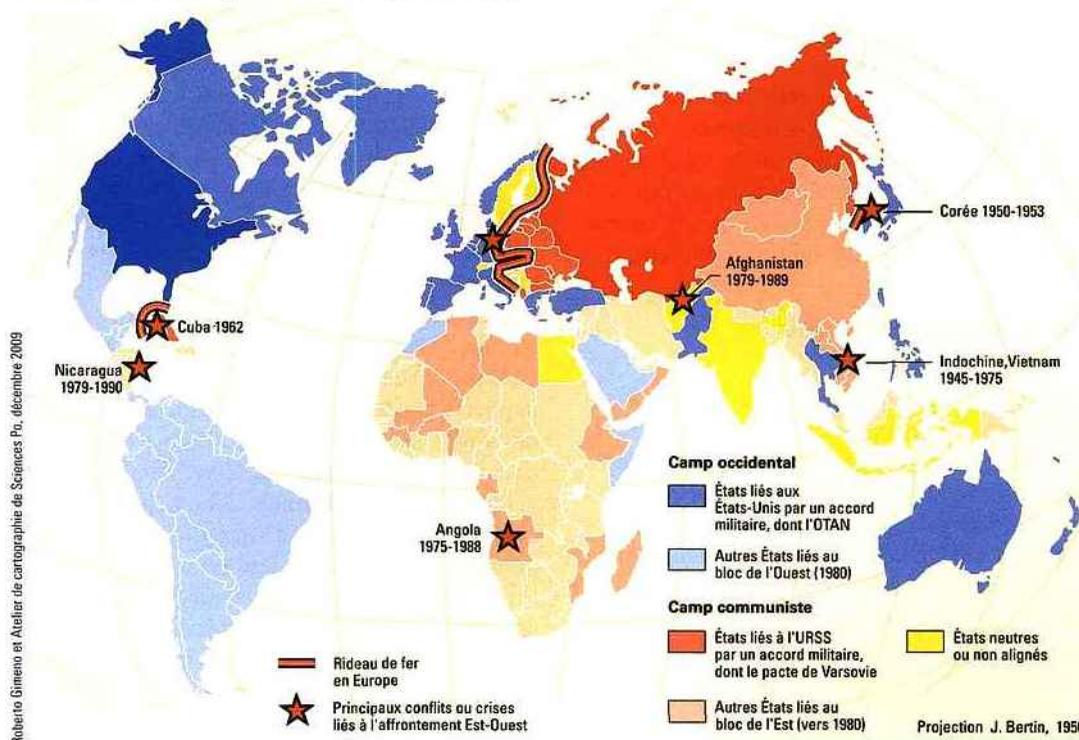
Cependant la primauté américaine était pesante et des modèles alternatifs d'organisation occidentale lui furent opposés. Les pères de l'Europe (Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, Paul-Henri Spaak, Joseph Bech) n'étaient pas foncièrement « atlantistes ». À leurs yeux, une Europe fédérale serait certes étroitement alliée aux États-Unis, au nom des mêmes valeurs de civilisation, mais aurait justement parmi ses objectifs celui d'éviter que

² Adam Tooze, *The Wages of Destruction. The Making and Breaking of the Nazi Economy*, Allen Lane, Londres, 2006.

³ Bernard Bruneteau, « L'Europe nouvelle » de Hitler. Une illusion des intellectuels de la France de Vichy, Editions du Rocher, Paris, 2003.

⁴ Helga Haftendorn, Georges-Henri Soutou, Stephen F. Szabo, Samuel F. Wells (dir.), *The Strategic Triangle. France, Germany and the United States in the Shaping of the New Europe*, Woodrow Wilson Center Press/Johns Hopkins University Press, Washington, 2007.

Le monde de la guerre froide (1945-1990)



les nations européennes ne se dissolvent dans l'atlantisme. L'Europe unie pourrait conserver son indépendance et sa personnalité⁵. Le général de Gaulle alla plus loin en proposant une Union des États européens – plan Fouchet de 1961-1962 pour l'Europe des Six, repris à deux avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) par le traité de l'Élysée de janvier 1963 – qui aurait une véritable personnalité internationale et qui entretiendrait avec les États-Unis des rapports d'alliance, mais sans intégration ni subordination. Si le général de Gaulle admettait l'existence d'une civilisation et d'une histoire occidentales – « L'Europe et l'Amérique, sa fille » – même s'il n'utilisait guère ces termes, il était frontalement opposé à l'atlantisme.

Le général de Gaulle et ses successeurs qui restèrent essentiellement sur la même ligne furent moins isolés en Europe qu'on ne le pense. Les Italiens n'étaient souvent au fond pas si éloignés de ses idées, ni les Allemands avec l'*Ostpolitik* – politique de détente à l'égard de la République démocratique allemande – engagée par Willy

Brandt en 1969 et poursuivie par la suite, y compris par Helmut Kohl. Si les autres Européens dont la sécurité dépendait trop de Washington ne pouvaient pas suivre Paris, qui quitta l'organisation militaire intégrée de l'OTAN en 1966, l'idée d'une personnalité européenne et d'une restructuration à terme de l'Alliance sur deux piliers n'était certainement pas limitée à l'Hexagone.

Quatre modèles pour l'Occident

Quatre modèles se dégagent qui informent les débats actuels et commandent l'avenir : celui d'un Occident abstrait, porteur de valeurs considérées comme universelles, appelé à se dissoudre dans la mondialisation libérale – la « fin de l'histoire » annoncée par le politologue

⁵ Grégoire Eldin, Pierre Fournié, Agnès Moinet-Le Menn et Georges-Henri Soutou, *L'Europe de Robert Schuman*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, 2001.

américain Francis Fukuyama⁶, celui d'un Occident atlantique conduit par Washington, porteur de valeurs assumées comme occidentales et défendues par les armes le cas échéant, celui d'un Occident refondé sur deux piliers, avec une Union européenne ayant sa personnalité, et celui d'une Europe qui s'éloignerait de Washington dans suffisamment de domaines pour que la notion d'Occident n'évoque plus, comme avant la guerre froide, qu'une vague communauté culturelle

L'Occident mondialisé

En 1990, le président George H Bush appelait de ses vœux l'avènement d'« un nouvel ordre mondial » géré par une ONU enfin libérée des blocages du monde bipolaire et fonctionnant selon les valeurs « occidentales », désormais sans rivales et universelles. Cette perspective d'une mondialisation libérale, certes tout au profit des États-Unis, renouant au fond avec les projets avortés de Thomas Woodrow Wilson en 1919 et de Franklin D Roosevelt en 1944 d'un monde « safe for democracy⁷ », a inspiré aussi les présidents Bill Clinton et encore plus nettement Barack Obama. Ces deux derniers, et très systématiquement le président Obama dans un discours prononcé au Caire en juin 2009, ont voulu éviter de donner l'impression que ce nouvel ordre mondial est en fait occidental. Ils ont perçu plus ou moins consciemment le problème posé dès la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'ONU en 1948 quand le représentant chinois fit remarquer, en conseillant à ses interlocuteurs de (re)lire Confucius, que les valeurs de la Déclaration se prétendaient universelles alors qu'elles étaient en fait occidentales.

Les débats du Comité des droits de l'homme de l'ONU illustrent bien qu'il convient désormais de ne surtout pas présenter les droits de l'homme comme une création occidentale mais plutôt de les défendre parce qu'ils ont une valeur universelle. La difficile mise en place d'un minimum de gouvernance mondiale, nécessaire pour accompagner la mondialisation, se fera d'autant mieux si les Occidentaux présentent les points de vue qu'ils défendent non comme les leurs, mais en quelque sorte dissous dans ce nouveau cadre mondial.

Une union occidentale de plus en plus structurée

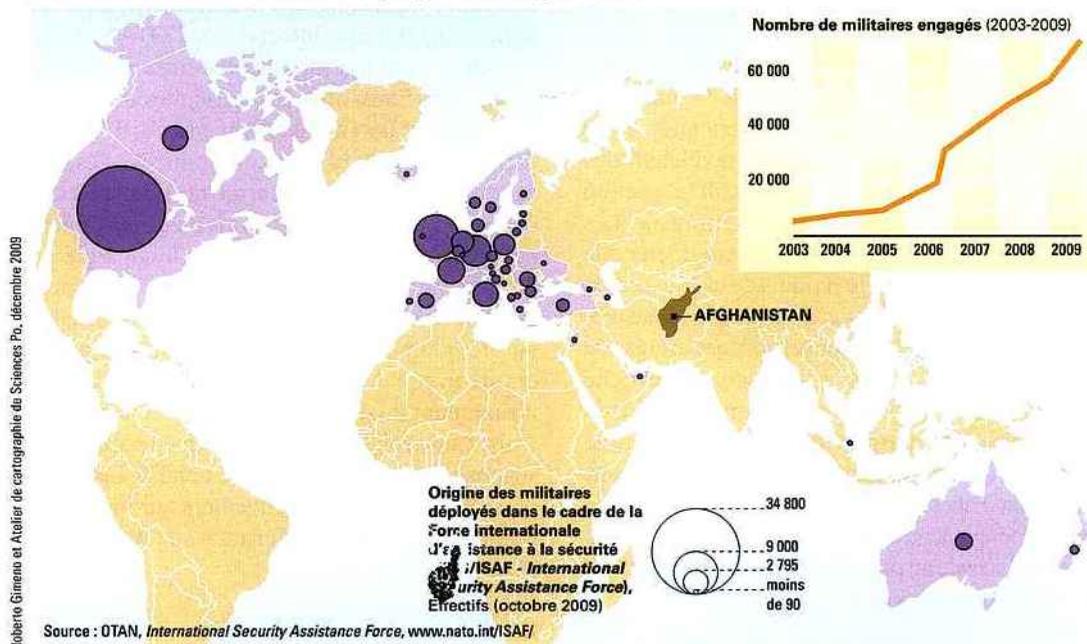
Le scénario d'un renforcement de l'Alliance atlantique et du monde occidental, y compris sur le plan institutionnel, compte également des partisans. À l'est du continent, les nouveaux États membres de l'Union européenne font, pour des raisons historiques qui remontent à 1938, davantage confiance à Washington qu'à Bruxelles pour assurer leur sécurité. Et, de fait, au cours des dix ans qui ont précédé la crise économique de 2008-2009, les rapports entre l'Union européenne et les États-Unis se sont encore approfondis. Depuis la fin de la guerre froide, les normes démocratiques sont désormais adoptées dans toute l'Europe et les deux rives de l'Atlantique partagent les mêmes valeurs démocratiques et libérales. L'homogénéisation culturelle transatlantique, que l'on s'en félicite ou que l'on s'en désolé, est en marche malgré les discours inverses. Elle s'accompagne d'un approfondissement des liens économiques : le commerce et les investissements transatlantiques ont doublé au cours de cette période.

Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN a évolué. Naguère alliance contre l'Union soviétique, elle est devenue une organisation de sécurité en Europe étroitement liée aux États-Unis. Rappelons que la première guerre menée par l'OTAN a été la guerre du Kosovo en 1999, en relation avec un problème de sécurité interne à l'Europe. En outre, l'OTAN s'est élargie, d'abord à la Pologne, à la République tchèque, à la Hongrie, puis aux pays Baltes, en direction des frontières russes. Les raisons de cet élargissement sont doubles : la volonté américaine et, en même temps, le désir des nouveaux États membres de trouver un cadre favorable à leur développement démocratique et un cadre de sécurité face à la Russie – qu'ils continuent à redouter –, sécurité plus efficace, plus crédible, plus rapide pour eux que celle que pourrait fournir l'Union européenne.

⁶ « The End of History ? » *The National Interest* etc 1989. Article repris sous le titre « La fin de l'histoire ? », dans la revue *Commentaire* vol 12 n° 47 automne 1989 pp 457-469.

⁷ « The world must be made safe for democracy ». Cette phrase est extraite du discours prononcé par le président Thomas Woodrow Wilson en 1917 devant le Congrès américain afin de justifier l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne.

Les forces « occidentales » déployées en Afghanistan



Les États-Unis voulaient faire de l'Alliance atlantique rénovée le centre de leur politique vers l'Europe et autour de l'Europe. C'était le « nouveau concept atlantique » décidé par l'Alliance en 1999. Le discours du président George W. Bush à Varsovie en juin 2001 était clair sur ce point : il voulait élargir l'Union européenne de façon à la rendre « coextensive » à l'Alliance atlantique, donc jusqu'à la Turquie, et inclure dans l'OTAN et l'Union européenne les pays Baltes et l'Ukraine. L'Union européenne serait ainsi devenue un vaste espace atlantique dirigé par les États-Unis, et l'OTAN un instrument de sécurité, d'influence et d'action pour tout l'espace euro-atlantique mais également pour le « hors zone »⁸. Après une éclipse pendant la guerre d'Irak à partir de 2003 – « c'est la mission qui définit la coalition », disait-on à Washington pour marginaliser l'Alliance atlantique –, les États-Unis en sont revenus à une vision assez proche de celle du président Clinton.

La volonté d'une structuration accrue du monde atlantique, bien sûr sous leadership américain, a existé aux États-Unis à différents moments. Henry Kissinger en avait fait en 1973

son cheval de bataille, en réclamant un accord selon lequel aucune décision importante ne serait prise par la Communauté économique européenne sans que les Américains ne puissent faire valoir leur point de vue. Bill Clinton, avec le nouveau concept de l'OTAN en 1999 et l'élargissement du champ d'action de celui-ci au « hors zone OTAN », a renforcé cette tendance. Tout indique que le président Obama, pour la gestion des crises du Moyen-Orient, compte bien amener les Européens à s'impliquer davantage. Les États-Unis considèrent l'OTAN comme un outil utile de relais et de démultiplication de leur puissance, comme un bras armé pouvant suppléer au manque de moyens de l'ONU. Ils peuvent jouer à la fois de leur rôle d'acteur dans la gouvernance mondiale et de leur situation de prééminence au sein du monde atlantique⁹.

⁸ Il s'agit des régions du monde non couvertes par le Pacte atlantique qui ne concernait au départ que le territoire de ses membres.

⁹ Zbigniew Brzezinski est le théoricien de cette politique à la fois atlantique et mondiale : *Le Grand Échiquier*, Bayard, Paris, 1997 ; *The Choice. Global Domination or Global Leadership*, Basic Books, New York, 2004 ; *Second Chance. Three Presidents and the Crisis of American Superpower*, Basic Books, New York, 2007.

Un Occident avec deux piliers, l'Amérique et l'Europe

De graves divergences transatlantiques sont toutefois apparues en 2003 lors de la guerre en Irak. Ces divergences correspondent aussi à des désaccords entre Européens qui révélaient des différences de conception concernant la réaction à adopter face à l'islamisme et au terrorisme. Les Européens ont en effet tendance à considérer que le terrorisme est plus le produit de la pauvreté et du sous-développement et de leurs conséquences politiques que l'effet d'un projet politique et organisé anti-occidental. Cette différence d'approche entraîne des divergences stratégiques : les États-Unis privilégient l'aspect militaire pour la sécurité et pour la démocratisation, alors que les Européens comptent d'abord sur l'action diplomatique et l'aide au développement. Si ces désaccords se sont réduits depuis l'arrivée au pouvoir du président Obama, ils n'ont pas disparu pour autant.

Des divergences d'intérêts existent également : les États-Unis ont une vue mondiale des enjeux alors que les Européens en ont une vue plus régionale. Et l'Europe n'a plus la même place dans la vision des intérêts américains que durant la guerre froide. Inversement, les Européens peuvent penser qu'ils ont moins besoin des États-Unis qu'à cette époque. Du point de vue militaire et politico-stratégique, les Européens considèrent que leur sécurité est liée à celle de leurs abords immédiats, les Balkans par exemple, alors que les États-Unis perçoivent l'Europe comme un tremplin géopolitique vers le Moyen-Orient, l'Asie centrale et le Caucase. La pression américaine pour intégrer la Turquie dans l'Union européenne est à cet égard caractéristique. Pour les Européens, l'intérêt de faire entrer la Turquie dans l'ensemble communautaire semble moins net.

Un moyen de gérer ces divergences tout en maintenant un ensemble occidental viable serait de reorganiser les relations transatlantiques afin d'accorder davantage de place aux Européens. Cette option pourrait redonner de l'actualité à un concept régulièrement évoqué dans le passé, celui d'une alliance à deux piliers ou encore d'une personnalité européenne au sein de l'Alliance atlantique. Cette formule proposée par Jacques Chirac en 1995-1996 a été reprise par Nicolas

Sarkozy fin 2007 – c'est pour en faciliter la réalisation que la France a rejoint en avril 2009 les structures militaires intégrées de l'OTAN. Alors que cette idée n'a jamais rencontré beaucoup d'écho aux États-Unis, les difficultés de ce pays – y compris un financement plus difficile de dépenses militaires beaucoup plus élevées que celles des Européens – pourraient conduire à une évolution. Elle correspondrait aussi au souhait de l'Allemagne et du Royaume-Uni, malgré un discours plus prudent que celui de Paris. On peut imaginer ainsi une vraie personnalité européenne sur le plan international, mais en liaison étroite avec l'Alliance atlantique et dialoguant intimement et structurellement avec les États-Unis. Cette relation transatlantique rééquilibrée supposerait bien entendu que le traité de Lisbonne permette de mettre effectivement sur pied cette personnalité européenne, et aussi que Washington l'accepte¹⁰.

La dérive des continents

Dans le monde actuel, ou l'Occident n'est plus le centre de tout, après deux crises économiques gravissimes, 1929 et 2008, provoquées par les dysfonctionnements du système financier américain et le refus des États-Unis de donner la priorité à leurs responsabilités dans la gestion du système monétaire international par rapport au développement interne de leur économie, après l'échec – ou ce qui est perçu comme tel – de la déréglementation commencée par le président Carter à la fin des années 1970 et poursuivie par tous ses successeurs et progressivement élargie au monde entier, l'« atlantisme » apparu pendant la Première Guerre mondiale et triomphant avec le début de la guerre froide à partir de 1947 a-t-il encore un sens ? D'autant plus que si les États-Unis restent très puissants, leur leadership ne peut plus être de même nature qu'en 1945, lorsque leur économie représentait 50 % du PIB mondial et un quasi-monopole dans les sciences avancées et les techniques modernes. Enfin, l'évolution actuelle des modèles culturels dans le monde relativise une unité culturelle « occidentale », qui reposait

¹⁰ En 2007, Edouard Balladur a consacré un livre à cette question : *Pour une Union occidentale entre l'Europe et les États-Unis*, Fayard, Paris, 2007.

sur des racines classiques battues en brèche, car « *Male, White, and Dead* »¹¹. En outre, un échec de l'OTAN en Afghanistan, que l'on ne peut exclure, remettrait en cause son évolution depuis 1999.

Dans ce monde nouveau, que l'on qualifie souvent de « multipolaire », on peut se demander si les États-Unis accorderont toujours la même place à l'Alliance atlantique, si l'Amérique latine, l'Asie et le Moyen-Orient ne mobiliseront pas davantage leur attention et leurs intérêts – on a vu qu'historiquement l'atlantisme n'a été au fond pour eux qu'un second choix après l'échec d'un projet mondialiste¹². Et si les Européens, de plus en plus dépendants pour leur énergie d'une Russie revigorée et qui connaît bien le mode d'emploi des divisions et rivalités entre Européens, ne vont pas renouer avec cette volonté d'une « Europe européenne » qui a existé par moments dans le passé. L'entrée de la Turquie dans l'Union, probable à terme, pourrait bien décevoir les États-Unis et ne pas contribuer à enraciner l'Union européenne dans l'atlantisme, bien au contraire. Certes, ce scénario pessimiste n'est pas certain étant donné que les forces centripètes de l'Occident existent toujours, même si les forces

centrifuges se sont développées depuis le début du siècle : la relation transatlantique peut être ainsi qualifiée en parodiant une formule fameuse de Raymond Aron : « Divorce impossible, accord improbable. »

Pour éviter une dérive qui aboutirait à une séparation, le modèle d'une union occidentale se développant et se formalisant sur tous les plans, y compris économique et politique et non plus seulement militaire, semble désormais irréaliste. C'est l'Occident à deux piliers, donnant sa place à l'Europe, mais sachant aussi participer à la gouvernance mondiale en jouant le jeu des institutions internationales mondiales sans prétendre s'y substituer, qui permettrait de poursuivre le plus raisonnablement l'aventure commencée à Athènes et à Rome. ■

¹¹ Littéralement, « Homme, Blanc et mort ». Cette expression est utilisée pour stigmatiser la prédominance de la culture classique européenne dans l'enseignement anglo-saxon (en particulier aux États-Unis).

¹² Henry Kissinger, conscient du recul relatif de la puissance américaine, est le chantre de sa réorganisation dans un monde désormais multipolaire, qui relativise la relation transatlantique. *La Nouvelle Puissance américaine*, Fayard, Paris, 2003.